

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°194

PERIODE DU 1^{ER} AU 31 AOUT 2019

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

ARRETES

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION****Instauration de sens de circulation en
agglomération**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation des véhicules sur la commune, des sens uniques de circulation de véhicules seront mis en place.

ARRETE S/N° A 2019 - 396**ARTICLE 1:**

L'arrêté municipal portant le numéro A 2018-629 du 18 décembre 2018, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, des sens uniques sont instaurés et la circulation de tous types de véhicules sera réglementée comme suit :

- Rue du Bousquet, dans le sens avenue de Gameville vers la rue de Lentourville.
- Rue Taparot, de l'intersection avec l'avenue des Améthystes vers l'intersection avec la rue des Chanterelles.
- Du 21 rue de la Pradelle à la limite communale avec Labège.
- Aire de stationnement du cimetière de Ninaret, (accès face à l'entrée du cimetière, sortie proche du chemin des Morts).
- Impasse Dordac depuis l'avenue de Gameville (RD2) vers l'avenue Augustin Labouilhe (RD57).
- Boulevard Catala, dans la partie située devant l'école maternelle Catala, depuis la rue des Tourterelles (jonction sud près du n°01) vers l'intersection de la rue de Ribaute.
- Rue de Nazan, de son intersection avec la rue des Sports vers l'avenue Augustin Labouilhe.
- Rue des Lauriers, entre le n°21 et le n°15.
- Rue des Lauriers, du rond-point de Barué jusqu'à l'intersection de l'avenue du Lycée.
- Voie d'accès à la piscine Intercommunale et au collège Jacques Prévert, entrée chemin de Piailles (RD94 b) côté collège et sortie de la piscine intercommunale vers le chemin de Piailles (RD94b).

- Place de la Poste, autour du bureau de poste et du château d'eau depuis l'intersection avec l'avenue de Gameville (RD2) par la voie impaire et sortie par la voie paire, sur l'avenue de Gameville (RD2).
- Entrée de la voie de desserte de l'école du Corail et de ses dépendances située face au n°46 de l'avenue des Améthystes, vers la sortie localisée face au n°40 de l'avenue des Améthystes.
- Rue Rosa Parks, de la place de la Fraternité en direction du n°06, vers l'intersection avec la rue des Mûriers.
- Rue des Sports, entre l'intersection avec la rue des Chasselas et l'intersection avec la rue du Centre.
- Rue de Soye, de l'avenue de Gameville à la rue des Mûriers.
- Rue de la Pradelle, de la rue de Lalande au numéro 2 de la rue de la Pradelle

ARTICLE 3 :

La signalisation verticale et/ou horizontale réglementaire correspondante, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle correspondante sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole dans les lieux de la commune de Saint-Orens de Gameville définis ci-dessus.

ARTICLE 4 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse- 68 Rue Raymond IV- 31000 Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée aux intéressés.

ARTICLE 7 :

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée à Monsieur le chef de Centre d'Incendie et de Secours de Ramonville-Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


 Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le 19 août 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du vide grenier :

- Le dimanche 15 septembre 2019 de 08h00 à 18h00.

Nom et signature de l'intéressé :

PROTONS

Le 28/08/19

ARRETE S/N° A 2019-436

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 24 juillet 2019 par, Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du vide grenier :

- Le dimanche 15 septembre 2019 de 08h00 à 18h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation, Serge JOP
Adjoint au Maire**



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 juillet 2019.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2112-2 et L. 2213-28.

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Considérant qu'une nouvelle construction, desservie par le chemin des Tuileries, a été édifée sur une parcelle référencée au cadastre sous le n°AA 5,

Considérant qu'il est indispensable pour recevoir correctement le courrier et être facilement localisable dans la vie quotidienne que les habitations soient identifiées par un numéro de voie,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale relevant de la seule compétence du Maire,

ARRÊTÉ S/N° A 2019-440

ARTICLE 1

Il est prescrit la numérotation suivante sur le Chemin des Tuileries : la construction située sur la parcelle référencée au cadastre sous le n°AA 5 se voit attribuer le numéro 6 chemin des Tuileries.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et copie sera adressée à :

- Bureau du Cadastre de Colomiers
- La Poste
- Police Municipale

Serge JOP


Adjoint au Maire

**Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **06 AOUT 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la demande en date du 22/07/2019 du pétitionnaire RAZEL BEC sis 12 Chemin de Garrabot 31770 COLOMIERS représenté par Monsieur William ESQUIROL concernant une entrée/sortie de chantier ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-450

ARTICLE 1

L'entreprise RAZEL BEC est autorisée à accéder au chantier de la ZAC Tucard Quartier Orée du Bois par l'Avenue de Revel via le chemin de Barrue afin de procéder au terrassement des voiries et au terrassement du bassin pour les eaux de pluie.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **02 septembre au 30 novembre 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Alain MASSA

Premier Adjoint

**Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance**



**Finances et
Ressources Humaines**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la demande en date du 31/07/2019 du pétitionnaire SAS SOGATRAP sis 20 rue de la Cité Saint Gobain 31150 FENOUILLET représenté par Monsieur Aurélien SENARENS concernant une entrée/sortie de chantier ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-451

ARTICLE 1

L'entreprise SOGATRAP est autorisée à accéder au chantier de la ZAC Tucard Quartier Orée du Bois par l'Avenue de Revel via le chemin de Barrue afin de procéder à la création des réseaux EU, EP et AEP.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **02 septembre au 31 décembre 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Alain MASSA

Premier Adjoint

**Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance**



**Finances et
Ressources Humaines**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG07231,
Vu la demande en date du 01/08/2019 du pétitionnaire GRDF sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Guillaume COMBEAU concernant la construction d'un branchement gaz en urgence ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MIDI TP chargée de leur réalisation, sise 9 Avenue Pierre Semard 31600 SEYSSES représentée par Monsieur Julien DUBREUCQ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-452

ARTICLE 1

L'entreprise MIDI TP est autorisée à occuper l'accès situé entre le grand parvis et le chantier privé de construction d'un restaurant.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise des chantiers.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **12 au 19 août 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Alain MASSA
Premier Adjoint

Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance

Finances et
Ressources Humaines

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la demande en date du 01/08/2019 du pétitionnaire SARL LEVERT sis Route de Toulouse 31840 SEILH, concernant le stationnement d'un camion de déménagement ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-453

ARTICLE 1

Le stationnement d'un camion de déménagement est autorisé au droit du n°2 de l'Avenue du Lycée.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 14 août 2019**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Eliane CUBERO-CASTAN
Adjointe au Maire

Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance

Développement durable, Agenda 21,
Transition écologique,
Espaces verts et Biodiversité

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ MUNICIPAL PERMANENT REGLEMENTANT LE CAMPING ET INTERDISANT L'INSTALLATION DE RESIDENCES MOBILES EN DEHORS DES ZONES PREVUES A CET EFFET SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2,
Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.480-1, L.480-4, R.443-1 et suivants,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.1311-1, L.1312-1 et L.1312-2,
Vu le Code pénal et notamment ses articles 322-4-1 et 322-15-1,
Vu le Code de la voirie routière et notamment son article R.116-2,
Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitation des gens du voyage,
Vu la loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites,
Vu l'arrêté municipal du 5 mai 2011 portant interdiction de camping et de stationnement sur l'ensemble du territoire communal ;

Considérant qu'aux termes de la loi, et en particulier de l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000 modifiée par l'article 3 de la loi du 7 novembre 2018 :

« Le maire d'une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° et 3° du II de l'article 1^{er} peut, par arrêté, interdire en dehors de ces aires et terrains, le stationnement sur le territoire de la commune des résidences mobiles mentionnées au même article 1^{er}, dès lors que l'une des conditions suivantes est remplie :

[...]

« 6° La commune est dotée d'une aire permanente d'accueil, de terrains familiaux locatifs ou d'une aire de grand passage conforme aux prescriptions du schéma départemental, bien que l'établissement public de coopération intercommunale auquel elle appartient n'ait pas satisfait à l'ensemble de ses obligations. »,

Considérant que la commune de Saint-Orens de Gameville dispose d'une aire d'accueil permanente et de ce fait, répond, en ce qui la concerne, aux obligations du schéma départemental d'accueil des gens du voyage, ce qui lui permet d'interdire le stationnement de résidences mobiles en dehors des aires prévues à cet effet,

Considérant qu'il appartient au Maire de mettre en œuvre au plan local des dispositions législatives et réglementaires permettant de préserver le bon ordre de la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques,

Considérant que le stationnement des résidences mobiles en dehors des zones prévues à cet effet et de nature à porter atteinte à :

- **La salubrité publique** : absence de desserte d'eau, absence de système d'assainissement,
- **La sécurité publique** : zones inondables sur la commune, répartition des moyens de lutte contre les incendies,
- **La tranquillité publique** : bruits de voisinage, ...
- **L'exercice des activités d'entretien** des espaces publics et la conservation des espaces naturels, de la faune et de la flore ;

ARRETE S/N° A 2019-454

ARTICLE 1

L'arrêté municipal n° 20510 du 5 mai 2011 est abrogé.

ARTICLE 2

Le stationnement par leurs propriétaires de caravanes et autres résidences mobiles est interdit sur l'ensemble du territoire communal en dehors de l'aire d'accueil permanente située Chemin de Monpapou.

ARTICLE 3

L'interdiction de stationnement visée à l'article 2 du présent arrêté s'applique sur l'ensemble du territoire communal sauf :

- Lorsque les personnes visées à l'article 2 sont propriétaires du terrain,
- Aux caravanes de chantier et aux habitats de forains de la Fête locale.

ARTICLE 4

Toute installation effectuée en violation du présent arrêté sera constatée par procès-verbal et susceptible de faire l'objet d'une décision préfectorale de mise en demeure de quitter les lieux.

ARTICLE 5

Toute occupation effectuée en violation du présent arrêté pourra donner lieu à des poursuites judiciaires en application de l'article 322-4-1 du Code pénal.

ARTICLE 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7

Le Maire de Saint-Orens, le Directeur Général des Services de la Ville, le Commandant de brigade de Gendarmerie de Saint-Orens, le Chef de poste de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : - 5 AOUT 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : - 5 AOUT 2019

En publication, affichage ou notification le : - 5 AOUT 2019

Demande déposée le 12/04/19	
Par :	Monsieur RACLOT Serge
Demeurant à :	14 RUE DES ROSIERS 31450 LABASTIDE-BEAUVOIR
Pour :	MAISON INDIVIDUELLE
Sur un terrain sis :	23 RUE FRANCOIS AT 206

N° PC 031 506 19 00011

Destination : Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée, en vue de construire une maison individuelle de plain pied avec terrasse, garage, appentis et piscine,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

Vu l'avis conforme défavorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 15/06/2019,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article R 425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

CONSIDERANT que le projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité des monuments historiques, *croix proche de la place de l'église*,

CONSIDERANT l'avis de l'ABF qui dispose « ce projet en l'état est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ces monuments, l'ABF ne donne pas son accord pour les motifs suivants : si la volumétrie du projet s'est assagie depuis le 1^{er} projet ayant fait l'objet d'un avis défavorable, la composition des façades et le choix des matériaux manquent encore trop de soin pour permettre l'intégration harmonieuse de la construction dans l'espace protégé »,

CONSIDERANT le titre 2, chapitre 2, section 4, paragraphe 3-2 des dispositions communes à l'ensemble des zones du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat qui dispose pour le stationnement vélo une norme minimale de : « 3% de la surface de plancher pour les habitations inférieure ou égale à 2 logements »,

CONSIDERANT que le projet ne prévoit pas de stationnement vélo,

CONSIDERANT l'étiquette de la zone UM7-9 du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat qui définit une emprise au sol de 35% soit 210m² maximum et un coefficient d'espace de pleine terre de 30% soit une superficie minimale de 180m²,

CONSIDERANT que le projet prévoit une emprise au sol de 214m² et un coefficient d'espace de pleine terre de 158m²,

Pour ces motifs,

ARRETE S/N° A 2013-456

ARTICLE 1

Le permis de construire est REFUSE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **06 AOUT 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : **08 AOUT 2019**

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



RETRAIT DE DECLARATION PREALABLE

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 18/04/2018

N° DP 031 506 18 00038

Par : Monsieur HIPPOLYTE FRANCIS

Demeurant à : 9 RUE DES BERNIERES
31650 ST ORENS DE GAMEVILLE

Pour : Création d'une piscine enterrée

Sur un terrain sis : 9 RUE DES BERNIERES
BM 5

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu le courrier de M. et M^{me} HIPPOLYTE Francis et Françoise en date du 31 juillet 2019 demandant le retrait de l'autorisation susvisée,

Considérant que les travaux de construction n'ont pas commencé,

ARRETE S/N°A 2019-457

ARTICLE UNIQUE

La présente déclaration préalable est RETIREE.



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

06 AOUT 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

08 AOUT 2019

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT
PORTANT REGLEMENTATION DU
STATIONNEMENT EN ZONE BLEUE.**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2211-1, L.2212-1 à L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 417-3, R.417-6 et R.411-25 ;

VU le Code Pénal, notamment son Article R.610-5 ;

VU le décret n°2007-1503 du 19 octobre 2007 relatif au dispositif de contrôle de la durée de stationnement urbain et modifiant le Code de la Route ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - quatrième partie - signalisation de prescription approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

CONSIDERANT que devant l'augmentation sans cesse croissante du parc automobile, la réglementation des conditions de stationnement des véhicules répond à une nécessité d'ordre public et d'intérêt général ;

CONSIDERANT que le domaine public routier ne saurait être utilisé uniquement pour des stationnements prolongés et exclusifs, et souvent abusifs, mais qu'il y a lieu, en revanche de permettre une rotation normale des stationnements des véhicules, pour faciliter l'accès aux commerces locaux et d'assurer la fluidité de la circulation, par la création de zones de stationnements à durée limitée.

ARRETE S/N° A 2019-458**ARTICLE 1:**

L'arrêté municipal portant le numéro A 2018-600 du 14 novembre 2018, est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Il est institué des emplacements de stationnement à durée limitée, dite « zone bleue ».

Ces emplacements signalés par des panneaux réglementaires et matérialisés au sol par une peinture bleue, sont énumérés dans l'Article 3.

ARTICLE 3 :

Les dits emplacements sont créés :

- Rue des Mûriers – au niveau du N° 4 : 12 emplacements.
- Place de la Poste – au niveau du N° 2 : 10 emplacements.
- Rue du Moulin – au niveau du N° 1 : 6 emplacements.

La durée de stationnement dans ces zones bleues sera limitée à une heure et trente minutes, à compter de l'heure d'arrivée du véhicule.

Cette disposition est applicable du lundi au vendredi de 08h00 à 19h00 et les Samedis de 08h00 à 12h00.

Cette disposition ne s'applique pas les dimanches et les jours fériés.

- Parking Henri Puis N° 27 avenue de Gameville : 34 emplacements
- Rue du Centre – au niveau du N°6 : 42 emplacements

La durée de stationnement dans ces zones bleues sera limitée à deux heures, à compter de l'heure d'arrivée du véhicule.

Cette disposition est applicable du lundi au vendredi de 08h00 à 19h00 et les Samedis de 08h00 à 12h00.

Cette disposition ne s'applique pas les jeudis de 12h00 à 19h00, les dimanches et les jours fériés.

ARTICLE 4 :

La signalisation réglementaire correspondante verticale et horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole aux lieux définis ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Disques de contrôles : Dans les zones indiquées dans l'Article 2 tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu d'utiliser un disque de contrôle de la durée du stationnement, conforme au modèle type défini par l'Arrêté du Ministère de l'Intérieur.

Pour permettre le contrôle de la limitation du stationnement, les conducteurs de véhicules seront tenus d'utiliser et d'une façon visible de l'extérieur, le dispositif de contrôle (disque), attestant l'heure d'arrivée du véhicule.

Le disque de contrôle, devra être enlevé dès que le véhicule est remis en circulation.

ARTICLE 6 :

Défaut de disque : Est assimilé à un défaut d'apposition du disque le fait de porter sur celui-ci des indications horaires inexactes ou de modifier ces informations alors que le véhicule n'a pas été remis en circulation.

Il en est de même de tout déplacement du véhicule qui, en raison notamment de la faible distance séparent les deux points de stationnement, et de la brièveté du temps écoulé entre le départ du premier point de stationnement et l'arrivée sur le second, apparaîtrait comme ayant comme unique motif de permettre au conducteur d'éluder les dispositions relatives à la réglementation du stationnement.

ARTICLE 7 :

Les dispositifs du présent arrêté ne s'appliquent pas aux emplacements réservés aux véhicules de personnes handicapées ou portant un macaron « GIC » ou « GIG », aux emplacements réservés à la livraison et aux véhicules affectés à un service public pour les besoins exclusifs de ce service.

ARTICLE 8 :

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4.

ARTICLE 9 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, Article R.417-3 du Code de la Route.

ARTICLE 10 :

Conformément à l'Article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 11 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commun de Saint-Orens de Gameville.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG07284,
Vu la demande en date du 02/08/2019 du pétitionnaire ENEDIS sis 106 rue des Troènes 31019 TOULOUSE représenté par Monsieur Freddy GIBRAT concernant la réalisation d'une tranchée et de deux fouilles sous chaussée ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise FOURNIE GROSPAUD chargée de leur réalisation, sise Lieu-dit Le Pestre 31570 BOURG SAINT BERNARD représentée par Monsieur David ALMOND, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-459

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par signaux manuels. Une priorité de passage sera donnée au sens de circulation venant depuis l'Avenue de Toulouse. La société FOURNIE GROSPAUD est autorisée à occuper le trottoir.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **16 septembre au 03 octobre 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Eliane CUBERO-CASTAN
Adjointe au Maire
Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance



Développement durable, Agenda 21,
Transition écologique,
Espaces verts et Biodiversité

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG07063,
Vu la demande en date du 02/08/2019 du pétitionnaire GRDF sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Madame Sandra LUZET concernant des travaux de terrassement pour raccordement gaz ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MIDI TP chargée de leur réalisation, sise 9 Avenue Pierre Semard 31600 SEYSSSES, représentée par Madame Marjolaine SARRAMON, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-460

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par signaux manuels. Une priorité de passage sera donnée au sens de circulation venant depuis l'Avenue de Toulouse. La société MIDI TP est autorisée à occuper le trottoir.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **07 octobre au 06 novembre 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Eliane CUBERO-CASTAN
Adjointe au Maire

Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance

Développement durable, Agenda 21,
Transition écologique,
Espaces verts et Biodiversité

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 05/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

ARRETÉ DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LA LÉGALISATION DE SIGNATURE ET LA CERTIFICATION CONFORME DE DOCUMENTS

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article R. 2122-8 qui dispose que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, donner, par arrêté, délégation de signature, à un ou plusieurs agents communaux pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures ;

Considérant que Madame Sarah MOISY née le 26 juillet 1987 à Forbach (Moselle) est un agent contractuel en contrat à durée déterminée à la Mairie de Saint-Orens de Gameville par contrat RH 2019-277,

Considérant que pour des raisons d'organisation des services et d'efficacité, il y a lieu de déléguer la signature de Madame le Maire pour la légalisation des signatures et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet, à Madame Sarah MOISY, agent contractuel ;

ARRETE S/N° A 2019-461

ARTICLE 1

Délégation de signature est donnée, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à Madame Sarah MOISY, née le 26 juillet 1987 à Forbach (Moselle), agent contractuel en contrat à durée déterminée à la Mairie de Saint-Orens de Gameville par contrat RH 2019-277 du 25 juillet 2019 au 31 décembre 2019, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte relatif à la procédure de légalisation de signature et la certification matérielle et conforme de toutes pièces présentées à cet effet.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Serge JOP
Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 AOUT 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 14/08/2019

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG07417,
Vu la demande en date du 06/08/2019 du pétitionnaire Service de Gestion des Routes Métropolitaines de TOULOUSE METROPOLE, sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Hervé MARTY concernant des travaux de curage de fossé ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de la régie du SGRM chargée de leur réalisation, sise 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représentée par Monsieur Christian GILIBERT, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-462

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par signaux manuels K10 ou feux.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **02 au 13 septembre 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Eliane CUBERO-CASTAN
Adjointe au Maire

**Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance**

Développement durable, Agenda 21,
Transition écologique,
Espaces verts et Biodiversité

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 06/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
LE DIMANCHE 15 SEPTEMBRE 2019
À L'OCCASION DU VIDE GRENIER**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

VU la demande de Monsieur Serge MEXES, Président du Comité des Fêtes, en date du 5 juin 2019.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement d'un vide grenier organisé par le Comité des Fêtes et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2019 - 464

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement de la manifestation « vide grenier », la circulation et le stationnement de tous types de véhicules sera interdit, à l'exception des organisateurs, des exposants (uniquement pour décharger et recharger le véhicule), des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur la Place JEAN BELLIERES et dans toutes les rues adjacentes suivantes :

- rue de Lentourville au niveau de l'intersection rue du Parc (face au 46, rue de Lentourville),
- avenue Jean Bellières depuis l'intersection rue Sylvain Leygue jusqu'à l'intersection avenue des Chênes

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE 2019 DE 5H30 A 20H00

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur toute ou partie de l'avenue Jean Bellières et de la place Jean Bellières avant le dimanche 15 septembre 2019 (20h00) sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

La circulation sera déviée :

- pour l'avenue Jean Bellières par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue.
- pour la place Jean Bellières et la rue de Lentourville par la rue du Parc et la rue du Moulin.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera adressé :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS,
- au Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19.08.2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 15 septembre 2019

**ARRÊTE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION
DE LA CIRCULATION
AVENUE JEAN BELLIÈRES
LE SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019 À
L'OCCASION DE LA MANIFESTATION
« RETOUR D'ÉTÉ »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement de la manifestation « Retour d'été » organisée par la ville de Saint-Orens et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2019 - 465

ARTICLE 1

Afin de permettre le bon déroulement de l'animation « Retour d'été », la circulation des véhicules sera réglementée de la façon suivante :

La circulation de tous les véhicules sera interdite avenue Jean Bellières du n°6 jusqu'à l'intersection avenue Jean Bellières / avenue Armand Leygue / avenue des Chênes à l'exception des riverains, des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019 DE 18H00 À MINUIT

La circulation pourra être rétablie sur toute ou partie de l'avenue Jean Bellières avant le samedi 28 septembre 2019 (minuit) sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La circulation sera déviée par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 4

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 7

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

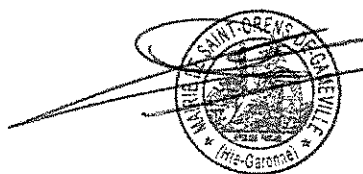
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19. 08. 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 28 septembre 2019

**ARRÊTE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DU
STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
PLACE JEAN BELLIERES
LE SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019 À
L'OCCASION DE LA MANIFESTATION
« RETOUR D'ÉTÉ »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement de la manifestation « Retour d'été » organisée par la ville de Saint-Orens et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE S/N° 2019 – 466

ARTICLE 1

Afin de permettre le bon déroulement de la manifestation « Retour d'été », la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés de la façon suivante :

La circulation et le stationnement de tous les véhicules seront interdits sur la place Jean Bellières, à l'exception des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019 DE 9H00 À MINUIT

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur la place Jean Bellières avant le samedi 28 septembre 2019 (minuit) sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la place sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

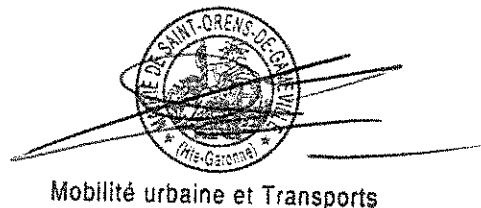
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19.08.2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 28 septembre 2019

**ARRÊTE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DU
STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
SUR LE PARKING EN CONTREBAS DE LA
BUVETTE DES CHÊNES
LE SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019 À
L'OCCASION DE LA MANIFESTATION
« RETOUR D'ÉTÉ »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement de la manifestation « Retour d'été » organisée par la ville de Saint-Orens et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE S/N° 2019 – 467

ARTICLE 1

Afin de permettre le bon déroulement de la manifestation « Retour d'été », la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés de la façon suivante :

La circulation et le stationnement de tous les véhicules seront interdits sur le parking gravier situé en contrebas de la buvette des Chênes, avenue Jean Bellières, à l'exception des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019 DE 9H00 À MINUIT

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur le parking avant le samedi 28 septembre 2019 (minuit) sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la place sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

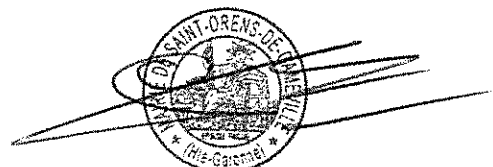
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19.08.2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 28 septembre 2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu la demande en date du 08/08/2019 du pétitionnaire Mairie de Saint-Orens de Gameville sis 46 Avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE concernant la nouvelle organisation du marché de plein vent suite aux travaux de la phase 2 du cœur de ville ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-468

ARTICLE 1

Afin de permettre l'installation des commerçants du marché de plein vent suite aux travaux de la phase 2 du projet « Cœur de Ville », entre l'intersection avec l'Avenue de Gameville et l'entrée de l'Espace Lauragais, la rue des Sports sera fermée à la circulation. La rue des Sports passera à double sens, uniquement pour les riverains, entre l'entrée de l'Espace Lauragais et l'intersection avec la rue des Chasselas. La moitié du parking en zone bleue de l'école élémentaire Henri Puis sera réservée au stationnement des commerçants. Le seul accès à ce parking se situe sur la rue Pablo Neruda. Il sera interdit de stationner sur les 5 premiers mètres des places de stationnement longitudinales de la rue Pablo Neruda dans le sens allant de l'Avenue de Gameville à la fin de la rue Pablo Neruda.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules autres que ceux des commerçants est interdit sur l'emprise du marché.

ARTICLE 3

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu tous les samedis de 5h00 à 14h00 du 10 août au 28 septembre 2019.

ARTICLE 4

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Eliane CUBERO-CASTAN
Adjointe au Maire

**Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance**

Développement durable, Agenda 21,
Transition écologique,
Espaces verts et Biodiversité

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**OPPOSITION
A DECLARATION PREALABLE**

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 11/06/19, complétée le 09/07/19.

N° DP 031 506 19 00062

Par :	Madame TISNES Isabelle
Demeurant à :	4 RUE DE LALANDE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Pour :	CREATION ACCES ET POSE PORTAIL
Sur un terrain sis :	4 RUE DE LALANDE BW 249

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11 avril 2019,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Considérant que l'unité foncière comprend les parcelles suivantes : BW 248, BW 249, Bw 250, BW 251, BW 252, BW 253, BW 254, BW 255, BW 256 et BW 257,

Considérant la partie 2 dispositions communes, titre 2, chapitre 3, section1, paragraphe1 : les accès, du PLUIH qui dispose : « ... un seul accès de véhicule est admis par unité foncière concernée par la demande d'autorisation d'occupation des sols, le plus éloigné des carrefours ... »

Considérant qu'il existe déjà deux accès sur ces parcelles,

Pour ces motifs,

ARRETE S/N° A 2019-469

ARTICLE 1

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à Monsieur le Préfet

Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **08 AOUT 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : **14 AOUT 2019**

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



**OPPOSITION
A DECLARATION PREALABLE**

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 11/06/19, complétée le 09/07/19.

N° DP 031 506 19 00061

Par :	Madame TISNES Isabelle
Demeurant à :	RUE DE LALANDE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Pour :	CREATION ACCES ET POSE PORTAIL
Sur un terrain sis :	4 RUE DE LALANDE BW 249

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11 avril 2019,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

Considérant que l'unité foncière comprend les parcelles suivantes : BW 248, BW 249, Bw 250, BW 251, BW 252, BW 253, BW 254, BW 255, BW 256 et BW 257,

Considérant la partie 2 dispositions communes, titre 2, chapitre 3, section1, paragraphe1 : les accès, du PLUIH qui dispose : « ... un seul accès de véhicule est admis par unité foncière concernée par la demande d'autorisation d'occupation des sols, le plus éloigné des carrefours ... »

Considérant qu'il existe déjà deux accès sur ces parcelles,

Pour ces motifs,

ARRETE S/N° A 2019-470

ARTICLE 1

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **08 AOUT 2019**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : **14 AOUT 2019**

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

ARRETE PORTANT DELEGATION DES FONCTIONS DE PRESIDENCE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES D'ATTRIBUTION DU MARCHE « SERVICE DE TELECOMMUNICATION - ACCES PRINCIPAL - TELEPHONIE FIXE ET TRANSMISSION DE DONNEES »

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

Vu le Code de la Commande publique,

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 portant élection de la Commission d'appel d'offres (C.A.O.) de la commune de Saint-Orens de Gameville;

Considérant que Madame le Maire, Présidente de droit de la Commission d'appel d'offres, peut organiser son remplacement en désignant un représentant non membre de la C.A.O. appelé à présider la C.A.O. lorsqu'elle ne peut pas y participer,

Considérant que Monsieur Thierry ARCARI a été élu Conseiller Municipal le 23 mars 2014,

Considérant que Madame le Maire décide de déléguer à Monsieur Thierry ARCARI sa représentation à la présidence de la Commission d'appel d'offres d'attribution du marché « Services de télécommunication - Accès principal - téléphonie fixe et transmission de données »,

ARRETE S/N° A 2019-471

ARTICLE 1

Monsieur Thierry ARCARI, Conseiller Municipal, est délégué, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour représenter Madame le Maire à la présidence de la Commission d'appel d'offres. Cette délégation est consentie de manière ponctuelle pour la Commission d'appel d'offres d'attribution du marché « Service de télécommunication - Accès principal - téléphonie fixe et transmission de données » prévue le vendredi 6 septembre 2019 à 9h00.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 AOUT 2019

En publication, affichage ou notification le : 27 AOUT 2019

ARRETE PORTANT DELEGATION DES FONCTIONS DE PRESIDENCE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES D'ATTRIBUTION DU MARCHE « ACHAT DE FOURNITURES TRAVAUX »

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

Vu le Code de la Commande publique,

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 portant élection de la Commission d'appel d'offres (C.A.O.) de la commune de Saint-Orens de Gameville;

Considérant que Madame le Maire, Présidente de droit de la Commission d'appel d'offres, peut organiser son remplacement en désignant un représentant non membre de la C.A.O. appelé à présider la C.A.O. lorsqu'elle ne peut pas y participer,

Considérant que Monsieur Etienne LOURME a été élu Conseiller Municipal Adjoint le 29 mars 2014,

Considérant que Madame le Maire décide de déléguer à Monsieur Etienne LOURME sa représentation à la présidence de la Commission d'appel d'offres d'attribution du marché « Achat de fournitures travaux »,

ARRETE S/N° A 2019-472

ARTICLE 1

Monsieur Etienne LOURME, Conseiller Municipal Adjoint, est délégué, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour représenter Madame le Maire à la présidence de la Commission d'appel d'offres.

Cette délégation est consentie de manière ponctuelle pour la Commission d'appel d'offres d'attribution du marché « Achat de fournitures travaux » prévue le vendredi 6 septembre 2019 à 9h30.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

27 AOUT 2019

En publication, affichage ou notification le : 27 AOUT 2019

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER DES LOTISSEMENTS
BEL HORIZON ET PYRÉNÉES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 2019-24 du 28 janvier 2019,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande en date du 24 février 2019 de Monsieur Jean Assemat domicilié 2, rue du Canigou à Saint-Orens et président de l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » à l'occasion du repas de quartier des lotissements Bel Horizon et Pyrénées le dimanche 22 septembre 2019.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des lotissements Bel Horizon et Pyrénées organisé par l'Association « Bien Vivre au Sud-Est de Saint-Orens – BVSESO » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE S/N° 2019-473

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier –Bel Horizon/Pyrénées», la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur la placette de l'avenue des Pyrénées entre les numéros 15 et 21, située en agglomération.

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE 2019 DE 10H00 À 20H00

La circulation pourra être rétablie avant 20h00 le dimanche 22 septembre 2019 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19.08.2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 22 septembre 2019

Demande déposée le 02/07/19

N° PC 031 506 11 00033 T01

Par :	SCI ALCLEMOL
Demeurant à :	12 RUE DES TILLEULS 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur DESCOINS Olivier
Pour :	EXTENSION SURFACE COMMERCIALE
Sur un terrain sis :	12 RUE DES TILLEULS BT 149

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de transfert total susvisée, présentée le 02/07/2019 par la SCI Alclemol, représentée par Monsieur DESCOINS Olivier, domicilié 12 rue des Tilleuls 31650 Saint-Orens de Gameville,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

Vu le permis de construire PC0315061100033 accordé le 04/10/2011 à la SCI Descoins représentée par Monsieur DESCOINS Olivier domiciliée 12 rue des tilleuls 31650 Saint-Orens de Gameville

Vu l'accord du titulaire de ce permis de construire pour un transfert total,

ARRETE S/N°A 2019-474**ARTICLE 1**

Le permis de construire PC0315061100033 accordé le 04/10/2011 est transféré de la SCI Descoins, représentée par Monsieur DESCOINS olivier domiciliée 12 rue des tilleuls 31650 Saint-Orens de Gameville à la SCI Alclemol, représentée par Monsieur DESCOINS Olivier domiciliée 12 rue des tilleuls 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.



Fait à Saint-Orens de Gameville le :

19 AOÛT 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

28 AOÛT 2019

En publication, affichage ou notification le :

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande :

02 AOÛT 2019

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Demande déposée le 09/08/2019**N° AP 031 506 19 0013**

Par :	SARL SNJ RESTAURATION (chez Nelly & Suzy)
Demeurant à :	15 boulevard du Libre Echange 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Madame Nelly BOUZIGUES
Pour :	Installer 3 enseignes parallèles à la façade, dont 2 lumineuses, pour une superficie totale de 9,29 m²
Sur un terrain sis :	15 boulevard du Libre Echange 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) approuvé le 11 avril 2019,

CONSIDERANT que le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 23 heures et 7 heures,

ARRETE S/N° A 2019-475**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les enseignes lumineuses prévues au projet doivent être éteintes entre 23 heures et 7 heures.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP**Adjoint au Maire****Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2019-23 du 28/01/2019, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T19SOG07629,
Vu la demande en date du 13/08/2019 du pétitionnaire ORANGE sis 100 Chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE représenté par Monsieur Vincent FIALEIX concernant des travaux de prélèvement d'amiante sur trottoir ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise DEKRA chargée de leur réalisation, sise 29 Avenue JF Champollion 31037 TOULOUSE représentée par Monsieur Guillaume SALAFIA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2019-476

ARTICLE 1

L'entreprise DEKRA est autorisée à occuper le trottoir.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **09 au 13 septembre 2019**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/08/2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

DECISIONS

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2019012

Emplacement : R/6

Date Echéance : 1er août 2069

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n° 2019-33 du 28 janvier 2019, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, Adjointe au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande présentée par **Mme LAURENS Jeannine (épouse FRANCESCHI)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 31 avenue Bel Horizon**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° D 2019-038

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de Mme FRANCESCHI Jeannine et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale : une **CONCESSION CINQUANTENAIRE à compter du 1er août 2019.**

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €.**

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 2 août 2019.

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Adjointe au Maire**



Fait à Saint-Orens de Gameville le: 2 août 2019

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le:

Et publication, affichage ou notification le: